

## Des services publics pour tous, étendus et démocratisés

Ils sont essentiels en terme de **justice sociale**. Ils mutualisent les moyens, ce qui est plus intéressant au plan écologique. Ils sont pilotés par les citoyens et leurs élus, pas par les actionnaires. Pour ces raisons **nous défendons les services publics**.

Nous constatons qu'en Saône-et-Loire, en 10 ans, les bureaux de postes sont passés de 220 à 93 et 97 agences communales ont été créées, en partie aux frais des communes. Les gares ferment leurs guichets : Le Creusot TGV, Fleurville où les billets sont vendus à la station service... Aujourd'hui 26 communes sur 567 seulement sont habilitées à délivrer les cartes d'identité et passeports

Au contraire nous renforcerons le maillage des services publics en particulier dans les territoires suburbains et ruraux. **Nous agissons pour leur réimplantation avec une gestion démocratique et participative associant directions, usagers, élus et représentants des personnels**. Nous développerons l'éducation, la santé, le logement social, le transport,

la communication (poste et télécommunications), la recherche publique, la sécurité, l'information mais également de nouveaux services au bénéfice de tous notamment dans les domaines de l'eau, de l'énergie, de l'écologie, de la petite enfance, de la prise en charge de la dépendance, de l'information, de la pratique sportive, de la formation continue, **de la culture et de l'éducation populaire. Nous innoverons également avec la création d'un service public de sécurisation de l'emploi et de la formation et d'un service public socialisé du crédit et de la création monétaire**. Au



plan européen et mondial, nous agissons pour une harmonisation, par le haut, des services publics et le développement de coopérations publiques solidaires.

## Améliorer l'offre de soins et la rendre plus accessible et plus complète.

Le désert médical que nous connaissons aujourd'hui en Saône-et-Loire est le résultat des politiques calamiteuses menées par des gouvernements successifs, obsédés par la diminution des coûts de santé et la rentabilité financière des capitaux privés qui y sont investis. Les lieux de soins ont été profondément réorganisés depuis la loi Bachelot de 2009 «Hôpital, Patient, Santé, Territoire» (HPST) et la loi Touraine dite «loi de santé».

Ces décisions éloignent les lieux de soins des malades et obligent les médecins et les professionnels de santé à se partager sur plusieurs établissements, concrétisant ainsi l'objectif poursuivi depuis plus de 20 ans, de prioriser les économies budgétaires, même au détriment du service rendu....

Parallèlement, de nombreux médecins, aujourd'hui retraités, quittent les territoires ruraux sans que leur cabinet ne puisse être repris, faute de jeunes diplômés en raison des «numerus clausus» pratiqués dans les universités



depuis 1975.

Il est temps et il est possible de mettre fin à ces seules logiques de marché et de rentabilité financière pour y substituer une logique d'efficacité sociale :

- En assurant **un égal accès de tous à l'ensemble des professionnels de santé** au sein de structures de proximité bien organisées, et disposant d'un plateau technique adapté.

- En décidant d'un plan de développement territorial élaboré à partir des enjeux locaux.

- **En supprimant le numerus clausus** et les quotas de formation afin d'augmenter le nombre de professionnels de santé

- **En développant les centres municipaux de santé** au plus proche des habitants, s'appuyant sur une médecine salariée publique, coopérative ou mutualiste

- En élargissant dès à présent la sécurité sociale pour **assurer un remboursement des soins à 100%** comme cela existe en Alsace-Lorraine.

## Réunions publiques de Philippe Bonnot

**24 mai**, à 20h00, Bourbon-Lancy, salle Marc Goutheraud,

**30 mai**, à 20h00, Gueugnon, salle Henri Forest, Meeting de fin de campagne. Final en musique avec le groupe Lanar Smala

## LA GAUCHE DEBOUT POUR L'HUMAIN D'ABORD !

*L'unité, à gauche, des forces progressistes : Un combat que nous avons mené jusqu'au bout... et que nous ne lâcherons jamais.*



**Jacqueline Bramant**

69 ans, retraitée de l'éducation nationale. Conseillère municipale

**SUPPLÉANTE**

**Philippe Bonnot**

55 ans, salarié de l'industrie.

Syndicaliste  
**TITULAIRE**

Tant pour l'élection Présidentielle que pour ces élections Législatives, nous avons pris toutes les initiatives possibles, depuis des mois, pour construire des candidatures communes, à gauche, sur la base d'un socle commun de propositions rompant clairement avec l'échec terrible du quinquennat passé.

Nous avons fait tous les efforts, pour cela, jusqu'à la dernière minute, car c'est la volonté massive de nos électeurs : l'union, et le rassemblement pour battre le FN et la droite !

Nous nous sommes heurtés, à la Présidentielle aux mécanismes redoutables de la 5<sup>ème</sup> République, et aux Législatives aux esprits boutiquiers et aux calculs électoraux.

Pour autant, nous ne lâcherons rien : la gauche est forte quand elle est rassemblée ! C'est pourquoi nos candidatures s'adressent à tous les citoyens de gauche, qu'ils soient de sensibilité communiste, socialiste, écologiste, « insoumise », d'extrême-gauche... et qui ont les valeurs de gauche chevillées au corps.

Quel qu'ait été leur vote à la Présidentielle, nos candidatures sont là pour reconstruire, et redonner du sens et de la force aux valeurs de solidarité, d'humanité, de désintéressement, d'égalité, de progrès social...

*Madame, Monsieur,*

*Le 11 juin nous avons une nouvelle chance de décider de notre avenir. Au second tour de la présidentielle, nous avons été des millions à être privés d'un vrai choix.*

*Nous avons fait barrage au FN. Tant mieux et nous devons continuer.*

*Face à Emmanuel Macron, nous avons besoin de députés qui s'opposeront à la casse du code du travail, à la suppression de 120 000 fonctionnaires, à la remise en cause du droit à la retraite. Ces députés devront aussi porter l'espoir qu'a incarné le vote pour Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. C'est le sens de ma candidature PCF, soutenue par des forces progressistes, citoyennes, et des élus de la circonscription.*

*Je veux être un député de terrain qui portera à l'Assemblée les aspirations des femmes et des hommes de cette circonscription. Je veux travailler au rassemblement de toutes les forces disponibles pour contrer les mauvais coups et défendre nos luttes et nos espoirs.*



# Des choix nationaux nouveaux pour garantir l'avenir de la Saône-et-Loire

## Le renouveau industriel en Saône-et-Loire est possible et indispensable.

En Saône-et-Loire, comme en France entière, l'Industrie souffre de deux maux : l'austérité et le coût du capital.

L'austérité appauvrit les collectivités publiques, les entreprises elles-mêmes ainsi que les consommateurs. La demande de biens s'effondre, les collectivités locales réduisent leurs investissements tandis que les particuliers ou les entreprises retardent des travaux pourtant nécessaires. C'est un cercle vicieux auquel il faut mettre un terme.

Le logement social en est un bon exemple ; en Saône-et-Loire, la construction de 300 logements neufs par an est nécessaire pour remplacer des logements sociaux devenus totalement inadaptés, et il faut réhabiliter dès à présent, notamment sur le plan thermique, 1500 logements.

Cela représente 80 millions d'euros d'investissements supplémentaires qui peuvent générer immédiatement près de 1000 emplois non délocalisables dans les PME du secteur du bâtiment et soutenir directement le

développement des entreprises locales comme INDUSTRIE, OXXO, BUBENDORFF, ALLIA, etc. L'intérêt de ces investissements est d'autant plus important qu'ils produisent une relance économique locale, dans le circuit de l'économie réelle, amorçant ainsi une véritable dynamique.

Mais par ailleurs, il faut mettre un terme à l'avidité des actionnaires qui prélèvent des dividendes croissants au détriment des investissements, de l'emploi et des conditions de travail.

Ces capitaux qui s'évadent ne servent pas l'économie du Pays ! Ils participent à alimenter les circuits financiers et la spéculation internationale ! Ainsi, des entreprises comme METSO à Mâcon ou ALLIA à Digoin, MICHELIN à Blanzay ou encore TEREX à Saint-Vallier ont été menacées de fermeture uniquement par la saignée financière pratiquée par les actionnaires.

Le coût du travail a bon dos ! Ce qui plombe les entreprises c'est bien le coût du capital !



## Pas de Center Parc au Rousset

Nous nous opposerons à la réalisation du projet «Center parc» prévu au Rousset, financé par des fonds publics importants apportés par les collectivités territoriales et l'État, et qui est avant tout conçu pour le plus grand bénéfice des actionnaires d'une multinationale.

Les résultats, au regard des pratiques des «Center parcs» déjà existants, n'ont rien à voir en terme de créations d'emplois avec ce qui a été annoncé : essentiellement des contrats précaires, en grande part pour l'entretien des chalets (neuf heures hebdomadaires pour environ 280 euros par mois).

Par contre, sur le plan écologique, les nuisances sont certaines, la consommation en eau des installations «aqua-ludiques» ne manquera pas de soustraire une ressource de plus en plus rare à des activités vitales

comme l'élevage et l'agriculture. En outre, l'étang du Rousset est classé zone Natura 2000 et deux Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique Faunistiques et Floristique sont situées en limite du périmètre du projet. Quel sort sera réservé à la faune et la flore de ces sites, notamment aux espèces protégées, telles par exemple le campagnol amphibie ?

Nous soutiendrons une autre vision du tourisme portée par les acteurs du territoire, préservant la richesse écologique avec des structures à taille humaine, visant un développement local pérenne, s'appuyant sur des équipements partagés avec la population locale, et permettant une mise en valeur du patrimoine naturel et culturel local et la création d'emplois rémunérateurs.



### Soutien financier

**Vous pouvez soutenir financièrement la campagne en faisant un don par chèque au mandataire financier du candidat. Ces dons sont déductibles de vos impôts à hauteur de 66%.**

**Renseignez vous auprès de nos militants**

## Pour des campagnes vivantes : combattre les réformes territoriales, les réductions des budgets et des services publics.

La ruralité souffre des règles de la rentabilité, de l'austérité budgétaire, et de la concurrence entre rural et urbain.

Ces politiques se traduisent par un abandon des services publics auprès des populations : disparition ou réduction des bureaux de poste, des trésoreries, des tribunaux, des gendarmeries, des sous-préfectures, fermetures de classes, structuration de déserts médicaux.

Elles se traduisent par la réduction des compétences des communes au profit des intercommunalités, le gigantisme des nouveaux périmètres des intercommunalités sous la pression du Préfet, la fin pour 541 communes de Saône et Loire (sur 567) du droit de délivrer les cartes d'identité ; autant de décisions qui ont toutes pour résultat un éloignement des services publics de proximité de chaque citoyen, de chaque commune.

Pour une approche humaine et non comptable de la



vie locale, nous proposons **une loi d'orientation et de programmation pour les ruralités :**

- Un plan pluri-annuel départemental de **présence et de développement des administrations et des services publics** adaptés aux territoires ruraux, permettant de prendre en compte l'ensemble des besoins des populations (mobilité, logement, scolarité, petite enfance, autonomie, culture) et participer ainsi au développement des activités économiques existantes ou à venir.

- **Prioriser le développement des TPE/PME** dans les conventions de revitalisation des territoires, assurant ainsi le soutien et le développement de l'emploi local.

- **Soutenir le tissu associatif** dans toutes ses composantes, de service comme d'animation locale

- **Organiser et renforcer la participation citoyenne au fonctionnement des collectivités** (droit d'initiative, budget participatif, referendum local.)

- **Maintenir les communes et affirmer leurs compétences.**

- **Accroître le financement des collectivités locales**

## Transports : favoriser la mobilité tout en réduisant les impacts environnementaux

Pouvoir se déplacer facilement, au moindre coût, grâce à des moyens de transport modernes, écologiques, de qualité et ponctuels : voilà notre ambition pour un **grand service public de la mobilité.**

- Des choix économiques et écologiques à faire sur les grandes distance.

- **Mise en œuvre de la Voie Ferrée Centre Europe Atlantique** qui permettrait, pour un investissement relativement faible, de faire transiter les marchandises des ports de l'Atlantique vers l'Europe Centrale et du Sud, déchargeant du même coup pour partie la RCEA, l'A6 et l'A7 d'un trafic volumineux et dangereux. Cela nécessitera l'électrification complète de la ligne Chagny-Nevers et l'interconnexion entre TGV et TER au Creusot.

- Une attention particulière aux TER et TGV : la gare de Mâcon-Ville (1,2 million/voyageurs/ an), celle de Chalon-sur-Saône (1,8 million/voyageurs/an), les

gares de Mâcon Loché-TGV (600.000 voyageurs/an) ou Montchanin-TGV sont de vrais atouts économiques et touristique à condition d'en faire des **pôles multimodaux où transport rime avec diversité : vélo, voiture, bus, train.**

- **La priorité aux dessertes locales**  
Il faut **préserver toutes nos gares** et prévoir une desserte TER renforcée, et, rapidement s'orienter vers la **gratuité des transports publics** dans les agglomérations en renforçant les liaisons avec les zones péri-urbaines et rurales.

